

Calvados

éducation. 20 postes supprimés à Caen : la fusion des académies inquiète

LIBERTÉ | jeudi 18 octobre 2018
451 mots | -



Un service de l'académie de Caen (Calvados) est supprimé et sera transféré à Rouen (Seine-Maritime), à la fin de l'année 2018. (©ML/Normandie-actu)

La fusion des académies de Caen (Calvados) et de Rouen (Seine-Maritime), une décision qui agite les syndicats depuis de longs mois. Mais encore plus depuis l'annonce de la suppression d'un service à Caen, le 2 octobre, lors d'un conseil d'administration.

Un service supprimé à Caen

Le GIP-FCIP (Groupeurment d'Intérêt Public de la Formation Continue et Insertion Professionnelle) de l'académie de Caen sera démantelé à la fin de l'année 2018. Les 20 salariés de ce service, qui oeuvraient pour les bilans de compétences, les VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) mais aussi la formation des formateurs des GRETA (Groupements d'établissements) de l'ex Basse-Normandie, n'auront plus de travail.

« Cela concerne quatre fonctionnaires, huit contrats à durée indéterminée et huit contrats à durée déterminée », précise une salariée du GIP-FCIP. « Les fonctionnaires seront reclassés, c'est sûr, mais où ? Pour faire quoi ? Et pour les contractuels, on craint le pire... »

Les syndicats et les salariés du GIP-FCIP connaissaient les difficultés financières du service caennais, mais pour eux, « il est inacceptable que ces hommes et ces femmes payent la gestion irraisonnée d'un service public », souligne Morgan Garo-Farré, déléguée du personnel du GIP-FCIP de Caen.

Le service doit être transféré à Rouen, « mais nous n'avons aucune information sur les conditions de ce transfert », souligne François Ferrette, secrétaire académique du syndicat SNASUB-FSU. « Ni comment nos missions pourront être poursuivies auprès du public », souffle la salariée du GIP-FCIP. Du côté des syndicats rouennais, c'est le même constat.

Un rassemblement à Caen, mardi 6 novembre

La suppression de ce service alarme les syndicats pour la mise en place de la fusion, prévue pour 2020. « On nous avait dit que la création d'une seule académie normande n'allait pas entraîner de licenciements, ni de mobilité forcée. Mais visiblement, cela ne concerne pas les contractuels ! » Et plus largement, les syndicats appréhendent les licenciements annoncés dans le service public. « Nous organisons donc un rassemblement devant le rectorat de

Caen, **mardi 6 novembre, à 13h30** », annonce François Ferrette.

De son côté, le Rectorat précise que « **ce n'est pas à cause de la fusion des académies mais grâce à la fusion que le service caennais du GIP-FCIP, en proie à des difficultés financières, peut perdurer. Grâce à la fusion, une partie du service pourra donc être transféré à Rouen.** » En ce qui concerne la situation des 20 salariés du GIP-FCIP, le rectorat ne peut pas encore communiquer.

Manon LOUBET